

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Covid-19, Pandora-Papers, Mi Jessye Ella Ekogha

LE Porte-parole de la présidence de la République est revenu hier au cours de sa traditionnelle conférence de presse, sur la situation sanitaire dans notre pays, le retour des soldats gabonais de Bangui, l'affaire des Pandora Papers et l'agenda du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Lors de sa traditionnelle conférence de presse hier au palais du Bord de mer, le porte-parole de la présidence de la République Jessye Ella Ekogha est monté au créneau en apportant des éclaircissements sur la riposte contre la Covid-19. Il a contre-attaqué à la suite des accusations portées sur le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, abusivement cité dans l'affaire Pandora papers qui suscite des réactions ainsi que les conclusions de l'enquête ouverte après le retour des troupes gabonaises de Bangui (RCA) accusées, sans preuves, d'agressions sexuelles.

D'emblée, reconnaissant la situation sanitaire préoccupante qui prévaut actuellement, il a insisté sur l'urgence pour chaque citoyen de se faire vacciner. Non sans rappeler, les derniers chiffres relatifs aux nouvelles contaminations et à la vaccination. Selon lui, "comme le montrent les chiffres, le nombre de contaminations reste très élevé et le risque de saturation de nos hôpitaux est réel. Face à cette situation, la seule arme véritablement efficace demeure la vaccination. Or, si nous disposons, grâce à une stratégie efficace et à la réactivité de nos autorités, d'un nombre de doses de vaccin suffisant, le rythme de vaccination demeure encore à ce jour nettement insuffisant pour atteindre dans des délais raisonnables l'objectif de 70 % de la population totale vaccinée". Conscient du poids des dépenses liées à la riposte sanitaire, le Porte-parole de la présidence a indiqué que "face à cette situation, il nous faut faire des choix. D'autant que les ressources budgétaires ne sont

pas illimitées. Une réflexion est en cours pour réduire certains budgets et les redéployer sur la vaccination".

De plus, alors que le test PCR grand public (5 000 FCFA) avait été rendu gratuit par la

Cette troisième vague est plus virulente que les deux précédentes, elle fait plus de dégâts, en témoigne les récents chiffres publiés par le Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à Coronavirus (Copil-Coronavirus)».
cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, au lendemain des mouvements de contestation des populations, l'orateur a souligné que "la gratuité des tests pourrait être remise en cause. Les fonds investis dans la vaccination sont beaucoup plus efficaces, sur le plan sanitaire comme sur le plan économique, que les mêmes fonds investis dans les tests PCR. Ce faisant, le

Gabon ne ferait que suivre l'exemple, pertinent, de beaucoup de pays avant lui".

Au sujet de la stratégie de riposte contre la Covid-19 mise en place par le gouvernement, M. Ella Ekogha a rappelé que "depuis le 20 septembre dernier, le Gabon a enregistré 20 décès et moins de 4 000 nouvelles contaminations. Ce sont des familles qui se retrouvent endeuillées chaque semaine, on a l'impression de perdre un proche chaque mois. C'est une situation qui ne peut perdurer. L'État prendra ses responsabilités pour préserver la santé de tous les citoyens. Cette troisième vague est plus virulente que les deux précédentes, elle

fait plus de dégâts, en témoigne les récents chiffres publiés par le Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à Coronavirus (Copil-Coronavirus)".

S'agissant de la vaccination, Jessye Ella Ekogha a précisé que "cette évolution de la situation nous oblige à nous adapter. De plus, il faut garder à l'esprit que plus de 95 % des nouveaux cas positifs n'ont pas été vaccinés et plus de 95 % des personnes hospitalisées et en réanimation ne sont pas vaccinées elles aussi. Ce sont des données à prendre en compte, la riposte en cours est en train de montrer des résultats encourageants, mais les chiffres ne sont pas encore à la hauteur des attentes. Nous devons atteindre une immunité collective".

Par ailleurs, le Porte-parole de la présidence de la République a donné les détails concernant l'agenda du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba lors des prochains mois (lire infographie).



Le porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha



nusca : la contre-attaque de



lors de la conférence de presse, hier

Pandora-Papers : Ali Bongo n'est pas concerné !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

La présidence de la République du Gabon, par la voix de son porte-parole, Jessye Ella Ekogha, a réagi sur le dossier des "Pandora-Papers". Pour lui, le chef de l'État gabonais, Ali Bongo Ondimba, n'est en rien concerné par ce brûlot qui épingle plusieurs personnalités mondiales qui ont recours aux sociétés offshore dans les paradis fiscaux. Car, à l'issue des investigations, il se trouve que ce dossier est vide. Pour Jessye Ella Ekogha, il s'agit d'un "acharnement médiatique" injustifié sur une affaire montée en épingle. Des accusations balayées d'un revers de la main du fait que les fameuses sociétés mentionnées n'ont jamais existé. En outre, c'est la première fois depuis que le nom du président de la République est cité par certains médias, occidentaux notamment,

que le palais du Bord de mer réagit pour tordre le cou à ces allégations.

"De quoi parle-t-on aujourd'hui, sérieusement ? On parle d'un rapport que très peu de personnes ont lu. S'agissant du Gabon, on parle d'actes qui se seraient passés, car on parle au conditionnel. Et si ces actes s'étaient passés, on parle d'actes qui n'auraient rien de répréhensible, qui se seraient déroulés il y a plus de vingt ans et de sociétés qui aujourd'hui n'existent plus", a-t-il précisé.

En guise de rappel, notons que les "Pandora Papers" désignent la fuite de près de 11,9 millions de documents confidentiels faisant état d'évasion fiscale à large échelle de plusieurs milliers de personnalités politiques, publiques et de monarques. Parmi eux, trois cents responsables publics, trente-cinq chefs d'État et cent trente milliardaires sont directement mis en cause.



Casques bleus gabonais : l'honneur est sauf !

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

La conférence de presse du porte-parole de la République, Jessye Ella Ekogha, a permis de lever le voile sur les accusations d'abus sexuels et viols sur mineurs ayant motivé le récent retrait du contingent gabonais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies en République centrafricaine (Minusca). Selon lui, en effet, aucun élément tangible ne permet d'établir, de quelque manière que ce soit, la

culpabilité des Casques bleus gabonais. D'autant que, a-t-il clamé, de l'enquête diligentée par les autorités locales en partenariat avec l'Onu et certains Organisations non gouvernementales (ONG), il ressort clairement qu'aucune agression sexuelle et autres n'a été commise par des soldats gabonais. Si ce n'est que l'un d'entre eux, à la suite d'une relation sexuelle librement consentie avec une Centrafricaine est accusé, par celle-ci, d'être le géniteur de son enfant. Ce qui l'a amené à réclamer "une pension alimentaire".

Bref, l'honneur de nos soldats et celui des Forces armées gabonaises sont donc saufs ! C'est dire que toutes ces allégations d'abus sexuels et autres viols sur mineurs, savamment relayés et amplifiés par certains médias, pourraient se révéler n'être, au final, qu'un tissu de mensonges éhontés. D'aucuns n'y voient que la traduction des dérives d'un jeu diplomatique malsain visant à décrédibiliser le Gabon à l'échelle sous-régionale et continentale. À quel dessein ? Les jours à venir devraient être révélateurs, selon eux.